

Scandales de corruption à la chaîne en Turquie

vendredi 27 décembre 2013, par [Emre Uslu](#), [Pierre Pandelé](#)

Actualité politique « sismique » en Turquie... Trois scandales mêlés de corruption et de pots-de-vin éclaboussent le gouvernement et rallument la guerre entre l'AKP et la Confrérie de Fethullah Gülen.

Avant-hier soir plusieurs personnalités ont été placées en garde à vue par le parquet d'Istanbul dans le cadre d'une triple enquête ouverte pour corruption, pots-de-vin, détournement d'argent et utilisation frauduleuse de fonds.

L'homme d'affaires irano-azéri de nationalité turque **Reza Zarrab / Sarraf** est soupçonné d'avoir transféré frauduleusement des fonds par le truchement de la banque publique turque **Halkbank** en arrosant un certain nombre de hauts responsables, de blanchiment d'argent, d'exportation illégale d'or et de fraude à l'impôt. Trois sociétés écrans gérées par Zarrab auraient reçu des sommes astronomiques de la part de la banque publique iranienne. **Süleyman Aslan** le directeur générale de la Halkbank a également été placé en garde-à-vue. En arrière-plan la poursuite des relations commerciales et diplomatiques entre la Turquie et l'Iran qui s'est vu interdire le commerce de ses hydrocarbures par le Conseil de Sécurité de l'ONU et fait l'objet de tout un train de sanctions (*temporairement allégées depuis l'accord signé à Genève le 23 novembre dernier*) de la part des USA et de l'UE, et qui continue néanmoins à exporter une bonne partie de son pétrole et de son gaz aux pays voisins. Eu égard à la somme en question, il apparaît très probable que l'argent ait en parti servi à honorer les dettes d'achat d'hydrocarbures entre les deux pays et à arroser certains pourvoyeurs de « *bons offices* ». Ainsi **Egemen Bağış**, négociateur en chef pour l'adhésion de la Turquie et ministre des Affaires Européennes, proche d'**Erdoğan** et principal interlocuteur des instances européennes, aurait touché 1,5 millions de dollars de pots-de-vins de la part de l'homme d'affaires azerbaïdjanais, mais a déclaré se sentir « *serein* » face aux accusations.

La deuxième opération concerne **TOKI**, l'Office Public du Logement turc, énorme boîte noire directement placée sous le contrôle du premier-ministre, en charge de mener ou de superviser des milliers d'opérations immobilières dans tout le pays, dont la qualité architecturale déplorable de ses projets, l'opacité et les pratiques autoritaires font l'objet depuis des années de critiques de la part d'un certain nombre d'observateurs. Un certain nombre d'entrepreneurs immobiliers sont ainsi suspectés d'avoir fait l'objet de tolérances ou d'attributions illégales de permis de construire moyennant pots-de-vins, parmi lesquels **Ali Ağaoğlu**, 8^e fortune du pays, self made man à la tête de la holding du même nom, bien connu en Turquie pour ses déclarations à l'emporte-pièce et ses fastes de parvenu. **Ali Seydi Karaoğlu**, président de la filière stambouliote de TOKI a également été emprisonné en compagnie d'**Oğuz Bayraktar**, fils d'**Erdoğan Bayraktar**, ministre de l'Environnement et de l'Urbanisme. Deux autres fils de ministre ont été embarqués : le fils de **Muammer Güler**, ministre de l'Intérieur, ainsi que celui du ministre de l'économie, **Zafer Çağlayan**, trois poids lourds du gouvernement.

[NOTA : *Muammer Güler lui-même vient d'être accusé d'avoir touché pour 20 millions de livres de pots-de-vin de la part de l'organisation mise en place par Zarrab*]

La troisième affaire éclabousse **Mustafa Demir**, maire de la municipalité de Fatih, quartier de la péninsule historique d'Istanbul (430 000 habitants), soupçonné d'avoir autorisé la construction d'un hôtel au dessus de la gare de Sirkeci sur le parcours du métro souterrain du **Marmaray**, en dépit de

l'opposition et des avertissements des ingénieurs japonais responsables du projet et de la Direction des constructions ferroviaires, portuaires et aériennes (*LDH*) rattachée au ministère des Transports, qui pointaient des risques d'effondrement. 32 personnes au total ont été mises en garde à vue dans le cadre de cette enquête, dont Mustafa Demir, son adjoint ainsi que des responsables de l'Administration régionale de protection des zones touristiques et culturelles.

Les ministres concernés directement ou par l'intermédiaire de leurs fils auraient remis leur démission à Erdoğan aujourd'hui, mais l'on ne connaît pas encore la réaction de ce dernier. Certains tire à boulets rouges sur le gouvernement, et réclame un remaniement en profondeur du gouvernement, alors que les élections locales approchent à grand pas. D'autres ne manquent pas d'y voir la main de la **confrérie Gülen** qui a déclaré ouvertement la guerre au gouvernement depuis que le projet de fermeture des cours du soir a été rendu public [[voir l'entretien avec Ahmet Şık dans Birgün](#)].

En effet plus un jour ne passe sans que les fidèles d'Erdoğan et les proches de la Confrérie ne s'opposent publiquement ; deux démissions celles d'**İdris Bal**, député de Kütahya et celle d'**Hakan Şükür**, footballeur devenu député d'Istanbul, ont récemment défrayé la chronique, et donné lieu à des critiques ouvertes sur la politique gouvernementale, ce qui n'était pas dans les habitudes des membres de l'AKP. Dans les deux cas la question de la fermeture des dershane et du conflit avec les gülenistes semble avoir été déterminante. La prise de distance récente de **Bülent Arınç**, désavoué par Erdoğan sur la question de la mixité des résidences étudiantes et qui semble avoir été à deux doigts de démissionner peut éventuellement s'interpréter dans ce cadre, bien que le porte-parole et premier-ministre adjoint soit toujours en fonction et se soit trouvé une fois de plus dans l'obligation d'aller au charbon dans la conférence de presse tenue pour l'occasion : « *Nous sommes en face d'une opération très bien organisée qui tient guerre psychologique. [...] Certains se sont rendus compte qu'ils ne parviendrait pas à déstabiliser un gouvernement sorti gagnant de trois élections générales, deux élections locales et deux référendums en onze ans et que la politique et les méthodes légitimes n'ont pas réussi à user, et l'on voit clairement [qu'ils ont décidé de mener] une campagne d'usure grâce au mouvement Gezi et maintenant via ces évènements.* »

Voici un éditorial d'**Emre Uslu**, journaliste régulièrement impliqué dans des scandales et des affaires d'État, notoirement proche de la confrérie d'**Abdullah Gülen**, paru dans les colonnes du journal de centre-gauche Taraf. Le message est sans appel... Nous ferons suivre cette actualité d'un article d'analyse du journaliste d'investigation Ruşen Çakır.

« **Les corrompus n'ont pas le droit de se faire passer pour des victimes** »

- par Emre Uslu

Je sais bien que l'opération en cours à Istanbul a surpris tout le monde, moi compris. Mais qu'est ce qui nous a surpris au juste ? Devons-nous vraiment nous étonner de ce que des personnalités influentes, dont des fils de ministre, se retrouvent en garde à vue dans une affaire de corruption ?

Y'en a-t-il vraiment qui pensent que ce sont là « *des musulmans irréprochables, incapables de tremper là-dedans* » ?

Nous sommes coutumiers des affaires de corruption. Ce sont là des secrets de polichinelle qui s'échangent au café, à l'épicerie du quartier, dans les conversations entre amis et les soirées arrosées des tavernes stambouliotes...

Le dicton « *les combattants de la foi d'hier sont les entrepreneurs d'aujourd'hui* » [formulation synthétique résumant la trajectoire des islamistes du Refah devenus quelques années plus tard des affairistes sous le mandat de l'AKP] n'est-il pas au fond une condamnation implicite de cette corruption

ambiante ?

Qui plus est ces rumeurs ont dépassé les frontières...

En décembre 2012 on m'avait proposé d'intervenir dans une conférence à laquelle assistaient de gros investisseurs. A la fin de la conférence au cours de laquelle j'avais expliqué, à la différence des autres intervenants, que la situation politique devenait de plus en plus risquée en Turquie, un des investisseurs présents dans la salle m'a abordé et demandé de but en blanc : « A combien estimez-vous le prix à payer pour faire des affaires en Turquie... ? ».

Certains ministres sont à l'évidence sur des charbons ardents lorsqu'il est question de corruption, il suffit de voir qui se sent obligé de réagir devant un simple message tweeter [Emre Uslu est un spécialiste de la polémique et des passes d'armes sur Tweeter...].

J'avais par exemple fait savoir par Twitter que j'enquêtais sur des accusations de corruption formulées à l'encontre de proches d'un ministre qui m'étaient parvenues. Tout un éventail de personnalités, du conseiller ministériel aux hommes d'affaire ont alors ressenti le besoin pressant de me passer un coup de fil.

Peut-être étaient-ils conscients du caractère sensible de la chose... On a l'impression qu'ils s'attendent à ce que tout explose du jour au lendemain...

Il y a quelque temps des affirmations de corruption touchant le beau-frère de **Yalçın Akdoğan** [un des proches conseillers d'Erdoğan] et le beau-père de **Suat Kılıç** [actuel ministre de la jeunesse et des sports, député de Samsun] ont été largement diffusées à l'antenne...

Il y a-t-il eu des gens pour s'étonner ? Personne...

Peut-être Akdoğan et Kılıç n'ont-ils rien à voir avec ces affaires de corruption, pas plus que les personnes mises en examen ces derniers jours. Peut-être gagnent-ils de l'argent de la manière la plus irréprochable qu'il soit, peut-être sont ils blancs comme neige...

Seulement plus personne ne croit que les membres de l'AKP et leurs proches soient totalement irréprochables. Quel que soit votre interlocuteurs vous entendrez systématiquement parler d'histoires de corruptions.

L'opinion publique est majoritairement convaincue de la réalité de la corruption..

Dans le cas contraire, aucune de ces affaires ne serait en mesure d'entacher l'image de l'AKP...

Pour employer une métaphore boursière, les gens ont acheté de longue date les accusations de corruption. L'affaire en cours ne fait que confirmer la perception dominante...

C'est là où d'après moi l'AKP a perdu la bataille. Ils peuvent bien faire pression sur les médias, ils ne parviendront jamais à empêcher la perception majoritaire et les journaux à sensation de s'exprimer.

Jetez un œil aux chefs d'entreprises qui ont remporté les marchés publics ces dix dernières années, de l'aéroport [d'Istanbul en construction] aux terre-pleins [projet de la place Yenikapi gagnée sur la mer à Istanbul], de la caserne des canonnières au passage souterrain [à Taksim], des concessions minières [concédées par le ministère de l'Énergie] à la direction des grands médias [publics], des contrats énergétiques aux marchés publics de l'office public de logement (TOKI)... Vous verrez toujours les mêmes personnes... S'agit-il donc des seuls chefs d'entreprise compétents du pays ?

Les gens ne sont pas aveugles..

Mais comme les médias n'ont pas couvert ces affaires, les politiciens ont cru que personne n'était au courant.

On distingue très bien Ankara depuis l'Anatolie, mais l'inverse n'est pas vrai.

Voilà ce qui se passe depuis des années.

L'affaire en cours n'est qu'une confirmation de cela.

Et voilà que l'AKP pense pouvoir se disculper en agitant des prétextes tels que le « *timing opportun* », « *une opération de la Confrérie* », « *un complot international* », « *une opération menée par ceux qui veulent liquider Erdoğan de l'AKP* ».

On entendra personne s'exclamer : « *il n'y a jamais eu de corruption pendant la période écoulée* ».

Quels que soient l'objectif, le fond et l'envergure de l'affaire en cours c'est bel et bien parce qu'il y a de la corruption et des détournements de fonds dans ce pays qu'elle a vu le jour.

Erdoğan n'avait-il pas déclaré lors de la sortie de la sex-tape de Deniz Baykal [*ancien dirigeant historique du CHP dont la carrière politique avait été ruinée par la diffusion en 2010 d'une vidéo le montrant en plein ébat avec Nesrin Baytok, une députée de son propre parti - cf Ovipot : « [Fin de partie pour Deniz Baykal](#). »*] : « *Ceux qui trompent leur femme n'ont pas le droit de se faire passer pour des victimes* »... ?

Nous attendons désormais d'Erdoğan qu'il déclare la même chose pour tous ceux qui se sont rendus coupables de corruption.

Voir en ligne : [Un Poisson dans le Raki](#)

Sources

[Scandales de corruption à la chaîne en Turquie](#)

Un Poisson dans le Raki - Pierre Pandelé pour la traduction et la mise en perspective - jeudi 19 décembre 2013

Article en référence : « [Les corrompus n'ont pas le droit de se faire passer pour des victimes](#) »

Taraf - Emre uslu - mercredi 18 décembre 2013